

Volontariat

# Ouvrir sa porte aux migrants : une révolution silencieuse ?

**La politique migratoire du gouvernement belge a rendu plus active encore la réaction des citoyens désireux d'héberger les réfugiés arrivés à Bruxelles. Que cache cette mobilisation qui fait le choix de l'action plutôt que de s'en tenir à l'indignation et à la protestation ? Et ne risque-t-elle pas de servir d'alibi aux politiques ?**

Avec le soutien de la

Dans son étude 2017<sup>1</sup>, Vivre Ensemble pointait notamment deux faces de la médaille du volontariat. Côté face : outre les résultats concrets qu'il permet, le volontariat interpelle le politique en mettant en lumière des besoins non satisfaits ou des catégories particulièrement vulnérables de la population. Côté pile : si les volontaires « font le boulot », le politique ne risque-t-il pas de s'en laver les mains et de ne pas assumer ses responsabilités ? Ce qui se passe autour du Parc Maximilien en 2017-2018<sup>2</sup> est une belle illustration de ce dilemme.

On a beaucoup glosé, en cette fin d'année 2017, sur les soubresauts de la politique d'immigration et d'accueil du gouvernement de Charles Michel (MR), incarnée par son secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA). Disputes politiques, bagarre de chiffres, mensonges supposés ou avérés ont écarté les regards du véritable enjeu humain et humanitaire. Dans les derniers jours de l'année, une image a amusé le public, celle d'une petite dizaine de personnes venues manifester leur soutien à la politique de Francken. En face, personne. Ou plus exactement... le contraire, **une sorte de force tranquille, silencieuse, citoyenne**. A savoir 42 000 personnes inscrites sur le groupe Facebook de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés de Bruxelles et 28 500<sup>3</sup> sur le groupe « Hébergement » de la Plateforme. Depuis des mois, **des milliers de citoyens s'organisent sans faire de bruit pour convoyer ou héberger chaque soir des réfugiés** qui, sans cela, resteraient à la rue (au parc Maximilien et à la gare du Nord, dans le centre de la capitale). À la Saint-Nicolas, puis surtout pour Noël, cette chaîne de la solidarité et de la dignité a réussi le pari fou de ne laisser personne à la rue.

## Des valeurs en danger

L'existence même d'une initiative de ce genre aurait été jugée impossible il y a quelques années, voire il y a quelques mois encore. Professeur émérite de psychologie à l'UCL, Bernard Rimé, qui travaille sur le « *partage social des émotions* »<sup>4</sup>, juge le phénomène avec bienveillance : « *Ce qui est intéressant ici, c'est que la source puissante de cette émotion collective est **une indignation morale très forte, la perception d'un non-respect des valeurs qui fondent toute la culture et l'histoire occidentales, la solidarité, l'aide aux plus démunis, les Droits de l'Homme. Des gens contestent parce qu'ils considèrent que des dirigeants politiques belges ou européens ne respectent pas ces valeurs. Mais ils ne se contentent pas de rester dans l'émotion et la protestation, ils y joignent l'action. Cette mobilisation ne peut fonctionner qu'à trois conditions : la prise de conscience de cet écart entre les valeurs et les politiques, le partage de cette émotion qui***

<sup>1</sup> « Volontaires. Pas besoin d'être riche pour donner du temps, du talent et du cœur », Vivre Ensemble, 2017. <https://vivre-ensemble.be/-Dossier-Volontaires->

<sup>2</sup> La dynamique avait commencé en 2015 dans le même parc, pour assurer un minimum de « confort » aux Syriens qui attendaient d'être reçus à l'Office des Étrangers.

<sup>3</sup> 28 584 au 29 décembre 2017

<sup>4</sup> Bernard Rimé, *Le partage social des émotions*, collection « Quadrige », Presses universitaires de France, 2009.

*permet de créer une identité de groupe et - et c'est ce qui est particulièrement intéressant dans ce cas-ci - l'existence d'un script, à savoir que l'on a mis en place des voies et des moyens pour rendre les solutions possibles. Si cela n'existait pas, l'action serait inhibée et, ici, justement, les pistes pratiques sont mises sur pied. »*

### **La Plateforme citoyenne : une fourmilière solidaire**

Plus de 40 000 personnes sont inscrites sur le groupe Facebook intitulé Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. Cette plateforme se veut un « Espace d'informations et de coordination des actions et initiatives citoyennes de solidarité avec les demandeurs d'asile, les réfugiés, migrants ou exilés, à Bruxelles et en Belgique ». Tri et distribution de vêtements, permanences sociales et juridiques, cours de français, préparation et distribution de repas, école pour les enfants... des centaines de bénévoles s'activent pour assurer aux réfugiés des conditions de vie dignes et un accueil le plus chaleureux possible.

3

### **« Francken est notre porte-parole »**

Aujourd'hui, la personne qui « incarne » cette mobilisation s'appelle Mehdi Kassou. Fin août-début septembre 2015, ce cadre dans une multinationale des télécommunications, originaire de la région montoise, s'est retrouvé nez-à-nez avec la réalité du Parc Maximilien, une « jungle de Calais » en devenir au cœur de la capitale de l'Europe. Une réalité qu'il a prise dans la figure - **« Je découvrais d'un coup que les conflits internationaux pour lesquels je me passionnais avaient des conséquences jusque devant ma porte »** - et va changer sa vie. *« J'ai vu des familles et des enfants qui dormaient sur des bâches en plastique, dans la boue, c'est devenu impossible de rentrer chez moi et de ne pas agir. Je suis arrivé avec une centaine de tentes, je les ai distribuées en dix minutes et j'ai vu que ce n'était toujours pas assez ; j'en ai racheté. Impossible de s'arrêter alors. »* Mehdi Kassou plaque son boulot – *« On travaille souvent dans des jobs vides de sens »* - mais, surtout, il s'investit dans ce qui est aujourd'hui, sans la moindre hiérarchie, devenu **un cas unique de mobilisation citoyenne** : la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, qu'il gère sur Facebook où **des milliers de Belges, chacun à leur façon** mais le plus souvent via un hébergement renouvelé chaque soir par sondage, **ont décidé de jouer aux colibris**<sup>5</sup> avec les Syriens, Éthiopiens, Soudanais, Érythréens qui se pressent au cœur de l'Europe pour fuir la guerre et la misère.

*« En 2015, on a fait appel aux premiers hébergeurs pour les personnes les plus vulnérables de la gare du Nord. De fil en aiguille, la politique migratoire, les arrestations répétitives, les expulsions, les enfermements en centres fermés nous ont amenés, à partir de juillet 2017, à faire **un rêve fou : parvenir à protéger et héberger toutes les personnes. Aujourd'hui, on y arrive.** Il y a trois mois, on en laissé 38 une nuit sur le carreau ; aujourd'hui, c'est très rare que nous n'arrivions pas à loger tout le monde. À Noël, on a envoyé 626 personnes dans des familles ! Theo Francken est devenu le chargé de communication de la plateforme, s'amuse*

<sup>5</sup> Allusion à la légende rendue célèbre par Pierre Rabhi, où chacun « fait sa part », aussi infime paraisse-t-elle.

Mehdi Kassou, car, à chacune de ses sorties, il indigne plus de gens qui réagissent en faisant le pas, en demandant comment ils peuvent à leur tour venir aider ces personnes et finissent pas créer une véritable chaîne qui permet de se relayer : certains accueillent des gens un soir, d'autres chaque soir. **80 % des témoignages commencent par "J'avais peur" et finissent par de la reconnaissance.** Celui qui avait peur finit par convaincre un ami de l'imiter, à qui il dit : " J'avais aussi peur hier, comme toi aujourd'hui". »

Ce scénario, c'est presque mot à mot celui vécu par Sophie Buyse. Après avoir, en compagnie d'amies, passé la soirée de Noël avec sept réfugiés éthiopiens et avoir accueilli également dans le passé un Kurde et trois Soudanais, cette psychologue et auteure de romans<sup>6</sup> a posté sur Facebook le message suivant : « Lancez-vous dans cette belle aventure humaine ! ». Elle s'en explique : « On critique souvent et à raison Facebook mais, ici, c'est la magie des réseaux sociaux qui opère. **C'est une force humaine qui, en quelques clics, fait des révolutions, comme les Printemps arabes.** Le nombre fait levier, on réduit la peur, les autres imitent, ils se disent : "Si Sophie le fait, pourquoi pas moi ? " Le plus difficile, c'est de faire basculer cette réticence que l'on a d'ouvrir nos portes aux étrangers, que ce soient des réfugiés ou des clients d'Airbnb. C'est vrai que c'est déstabilisant : vous hébergez un homme dont vous ne connaissez pas le nom, venu d'un pays que vous ne connaissez pas, que vous amène quelqu'un que vous ne connaissez pas. Et chaque soir, le miracle qui consiste à "vider" le parc, presque en "last minute" s'accomplit. »

## Des « citoyens ordinaires »

Sophie Djigo est philosophe et professeure dans le nord de la France. Elle a publié une passionnante enquête sur la « Jungle » de Calais<sup>7</sup> et elle est impressionnée par l'ampleur et la rapidité d'une mobilisation qu'elle aimerait importer en France, mais aussi par le caractère profondément citoyen de la Plateforme. **« Ceux qui se mobilisent sont des "citoyens ordinaires", c'est-à-dire ni des humanitaires, ni des bénévoles au sens classique du terme, ni des travailleurs sociaux, ni des militants.** A Calais par exemple, la majeure partie de l'aide apportée aux migrants est le fait d'associations ou d'ONG, avec des professionnels de l'humanitaire ou des bénévoles locaux. Cette aide consiste à fournir des produits de première nécessité (nourriture, vêtements, tentes) mais aussi à saisir les tribunaux pour contester des arrêtés municipaux ou préfectoraux qui mettent en danger la survie des exilés. En Belgique, la situation juridique est très différente : **"l'exception humanitaire" protège les citoyens de ce que l'on appelle en France le "délict de solidarité",** qui pénalise toute forme d'aide au séjour irrégulier, y compris l'aide humanitaire. Il y a une contradiction explicite entre les textes de la Convention de Genève et la législation française en matière d'immigration clandestine, contradiction dont

<sup>6</sup> Sophie Buyse, *La Graphomane, L'Escarbilleuse, Autopsy, Par-dessus les toits, ...* (divers éditeurs)

<sup>7</sup> Sophie Djigo, *Les Migrants de Calais*, collection « Contre-Feux », Agone, 2016.

pâtissent les exilés, notamment les mineurs isolés qui sont supposés être pris en charge par l'État. **Les Belges se sont largement emparés de l'exception humanitaire pour développer une pratique citoyenne de l'accueil qui relèverait en France de la désobéissance civile.** Ils n'apportent pas seulement une aide matérielle "à l'extérieur" ; ils ouvrent leur maison, ils introduisent les migrants chez eux. Sans pour autant être des activistes, les hébergeurs belges manifestent une revendication politique, dont la force est d'être anonyme et collective. En France, de tels actes sont individuels et isolés. **L'hébergement citoyen pratiqué en Belgique tire sa puissance de son organisation collective.** Si Montesquieu a raison et que ce sont les mœurs qui changent la loi, alors les Belges sont dans la bonne direction ! »

## Humanitaire ou politique ?

Mehdi Kassou l'affirme : au-delà de l'apport matériel, **sa « principale fierté est d'avoir redonné des visages à des gens qui étaient traités comme des numéros.** La conscientisation citoyenne est compliquée, les choses sont difficiles à expliquer, car on parle de migrants, de trans-migrants, de réfugiés, de réfugiés économiques et, en faisant cela, on leur retire leur identité. D'un point de vue politique, ces personnes n'existent pas car il n'y a pas de case administrative à accoler à côté de leur nom. **Désormais, ce ne sont plus des migrants, ce sont des invités, des frères, des prénoms.** »

Pourtant, l'enjeu dépasse celui de l'aide humanitaire pour devenir chaque jour un peu plus un élément du débat politique. C'est d'autant plus évident que, dans un paysage politique très clivé, la longue séquence électorale qui arrive (élections communales d'octobre 2018, législatives de juin 2019) sera propice à l'introduction de cette thématique.

« Avec ces échéances, dit Mehdi Kassou, **il est clair que notre travail sera aussi politique, du registre du plaidoyer.** La question sera dans la campagne, y compris dans les communes - l'enjeu est par exemple majeur à Bruxelles-Ville. On peut décider que notre système ne fait pas son boulot et donc de s'opposer à cela en choisissant un autre politique qui portera notre message. Aujourd'hui, il y a une vraie majorité silencieuse et active. Sur les réseaux sociaux, quand une personne poste le fameux "Et nos SDF ? ", aujourd'hui, il y a en-dessous 10 commentaires qui répondent : "Nous, on les héberge, et vous ? " Ce n'était pas le cas il y a un an. Cela, c'est nouveau et c'est une lame de fond. **Les gens qui sont bénévoles ici ne signent rien, ne sont pas membres d'associations, ce sont des citoyens** (et les policiers sont les premiers citoyens, qui, parfois, pleurent en refusant d'aller procéder à ces arrestations) **qui se disent 'il y a un besoin, j'y réponds', ils prennent leur voiture et viennent.** Ce qui est très remarquable, c'est qu'il y a eu des tentatives de récupération politique (ndlr: le PTB a souvent été pointé) mais les gens qui viennent aujourd'hui au Parc Maximilien n'ont rien à voir avec des

activistes (ndlr: d'extrême gauche) et ne se résument pas à ce que j'entends parfois appeler des 'bobos islamo-gauchistes' : c'est monsieur et madame Tout-le-monde qui viennent aussi de Liège et de Gand. Il y a de tout dans ce public, de tout, de tout, de tout, ce ne sont pas des gens qui crient au premier rang des manifs, mais des gens qui n'étaient jamais descendus dans la rue pour manifester, comme cette grand-mère de 70 ans qui vit sa vie de mamie et n'en a rien à faire de la politique ; elle vient en voiture chercher des gens et demain elle fera barrage de son corps s'il le faut. »

## « Indignez-vous ! »

Ce mouvement citoyen fondé sur l'indignation et centré sur l'action n'a donc rien à voir avec la Marche blanche<sup>8</sup> vers laquelle se tournent les yeux quand on parle de mobilisation citoyenne. Or, on était là clairement dans la réaction, l'émotionnel pur, la protestation, voire un certain populisme. Dans le cas présent, on serait plutôt, avec deux décennies de maturation de la société, dans quelque chose dont **on pourrait trouver les influences d'une part par exemple dans le fameux Indignez-vous ! de Stéphane Hessel<sup>9</sup> et le mouvement des Indignés<sup>10</sup> et, d'autre part, dans le film Demain** pour le côté « chacun à sa petite échelle peut être acteur de changement ». C'est ce que pense Bernard Rimé (UCL) : « Cette démarche fait écho à tout cela mais cette dynamique, qui peut ressembler aux Printemps arabes où des groupes – dont les individus sont souvent très bien informés et ont un vécu et une expérience très importants - se mettent en marche pour proposer une autre voie, ne fonctionne que collectivement car, individuellement, c'est trop risqué. »

## Entrer en résistance en se substituant à l'État ?

Évidemment admirable, **la mobilisation** des citoyens-hébergeurs n'en constitue pas moins une arme à double tranchant puisqu'elle **pose en creux la question de la prise en charge par le citoyen des missions de l'État**. « L'État, tout en usant de la répression à l'égard des migrants illégaux d'une part, de l'autre se décharge allègrement de leur accueil, analyse la philosophe Sophie Djigo. En réalité, l'accueil devrait faire l'objet d'une politique publique, même l'hébergement d'urgence provisoire. **En comptant tacitement sur l'effort citoyen, l'État dépolitise la question de l'accueil et la fait basculer sur un plan purement éthique, celui de l'hospitalité privée, laissée au bon vouloir du citoyen ordinaire. Les autorités belges doivent sans doute se féliciter d'avoir évité une 'jungle de Calais' à Bruxelles et tolèrent ainsi l'hébergement citoyen qui est une façon d'invisibiliser le problème. On disperse les migrants dans les foyers des honnêtes gens et on évite en plus les**

<sup>8</sup> La Marche blanche a, en octobre 1996, réuni plus de 200 000 personnes dans la foulée des révélations liées à l'affaire Dutroux.

<sup>9</sup> Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Indigène Editions, 2010.

<sup>10</sup> Mouvement de manifestations en Espagne en 2011.

risques de troubles à l'ordre public. Cependant, l'hébergement citoyen peut être vu d'une manière différente : non pas comme une pratique humanitaire et morale d'hospitalité, mais comme **une entrée en résistance contre des politiques migratoires dépassées ou des gouvernements exaltant des fantasmes nationalistes**. Il y a à mon sens une puissance de destitution du politique dans cette pratique : au fond, les hébergeurs sont des exilés dans leur propre pays, des gens qui ne se reconnaissent pas dans leurs représentants politiques et dans les décisions prises soi-disant "en leur nom". C'est une façon de rééquilibrer la balance démocratique et de dire que cette situation-là, laisser des centaines de migrants, y compris mineurs, dormir dans la rue, ce n'est pas une situation qu'on assume ; **cette politique de non-accueil n'est pas faite "en notre nom"**. Donc, la masse anonyme des sans-nom entre en résistance, sous le couvert de la loi, et cela donne le succès de la plateforme d'hébergement citoyen, dont on ne peut pas imaginer qu'elle n'ait pour vocation, à moyen terme, de faire bouger les politiques d'accueil. »

« Si ça ne se passe pas, faisons-le »

Ce que Sophie Buyse résume finalement d'une formule : « Nous sommes arrivés au bout de l'État-providence, on n'a plus confiance dans les politiques. C'est une nouvelle forme de mobilisation : ce qui ne se passe pas, faisons-le nous-mêmes ! »

Autrement dit, la Plateforme citoyenne se substitue-t-elle aux pouvoirs publics défaillants et jusqu'où peut-elle aller sans leur servir d'alibi ? « C'est vrai, opine Mehdi Kessou, là, on se substitue totalement. On est toujours en train de pallier l'absence de quelque chose. En 2015, cela a fonctionné. J'espère toujours qu'en 2018 on aura un centre d'accueil et d'orientation en Belgique. Si ça passe par la mobilisation citoyenne, tant mieux. Mais, et c'est la limite, **il ne faut pas pérenniser ce système : il faut amener l'État à réagir, il a aussi son petit ego**. Veut-il vraiment le faire ? La ligne du gouvernement actuel n'est pas celle-là mais il lui reste un an et demi. Soit on met des rustines toute notre vie, soit on interpelle les politiques pour que cela bouge. La particularité de la Belgique, qui est à la fois son avantage et son inconvénient, c'est qu'un niveau de pouvoir peut dire oui, un autre non. Ce qu'il ne faut pas laisser penser, c'est que les citoyens feront les choses à la place du politique tout le temps ; on ne les fera pas tout le temps mais on sera toujours là malgré tout pour défendre ces gens. » Un difficile exercice d'équilibriste.

Jean-François Lauwens

